

# L'ÉTRANGE DÉFAITE DU LABOUR AUTOPSIE D'UN ÉCHEC

Note n° 272 - Fondation Jean-Jaurès - 11 juin 2015

Renaud Thillaye\*

*Nous venons de subir une incroyable défaite. À qui la faute ?*  
(Marc Bloch, L'étrange défaite, 1940)

\* Directeur adjoint,  
Policy Network

Les résultats des élections législatives britanniques du 7 mai dernier ont pris tout le monde de court. Les sondages annonçaient un parlement sans majorité, travaillistes et conservateurs au coude-à-coude, l'entrée dans une zone de turbulence majeure. Or, après cinq ans de coalition avec les Libéraux-démocrates de Nick Clegg, David Cameron dispose d'une majorité absolue à la Chambre des communes. La victoire du Parti conservateur surprend aussi tant on pensait le peuple britannique lassé par cinq ans d'austérité et de réforme des services publics.

Cette victoire est accompagnée de trois phénomènes spectaculaires : le Labour est décimé en Écosse, où il disposait d'une confortable majorité depuis les années 1960, au profit des nationalistes écossais (SNP) ; les libéraux-démocrates réalisent leur plus mauvais score depuis 1970 ; enfin, le UKIP s'installe dans le paysage politique britannique, voyant son score national passer de 3 à 12 %, bien que cela ne se traduise pas encore en nombre de sièges.

Certains commentateurs ont tôt fait d'analyser la défaite travailliste comme le problème d'un homme (Ed Miliband) ou d'un concours de circonstances (l'Écosse). Or les facteurs ayant conduit à la défaite sont multiples et ont des racines plus profondes. Il convient de se demander pourquoi un leader et un programme considérés plus authentiquement de gauche n'ont pas permis de retrouver les faveurs du public, cinq ans après le désaveu du New Labour ; ou encore si les élections britanniques 2015 constituent ou non un épisode supplémentaire de la lente mort de la social-démocratie européenne. Cette note revient en détail sur les résultats du 7 mai, tente d'expliquer les raisons de la défaite du Parti travailliste et évoque pour finir les options stratégiques et de leadership qui se présente à lui dans un paysage politique radicalisé et fragmenté.

## Une défaite sans appel

Avec un taux de participation de 66 % (contre 65 % en 2010), les élections du 7 mai 2015 ont confirmé l'intérêt limité que portent les Britanniques à leurs instances représentatives. Certes il s'agit du point le plus haut depuis 1997, mais ce taux est inférieur à celui des

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

FOUNDATION FOR EUROPEAN  
PROGRESSIVE STUDIES  
FONDATION EUROPÉENNE  
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



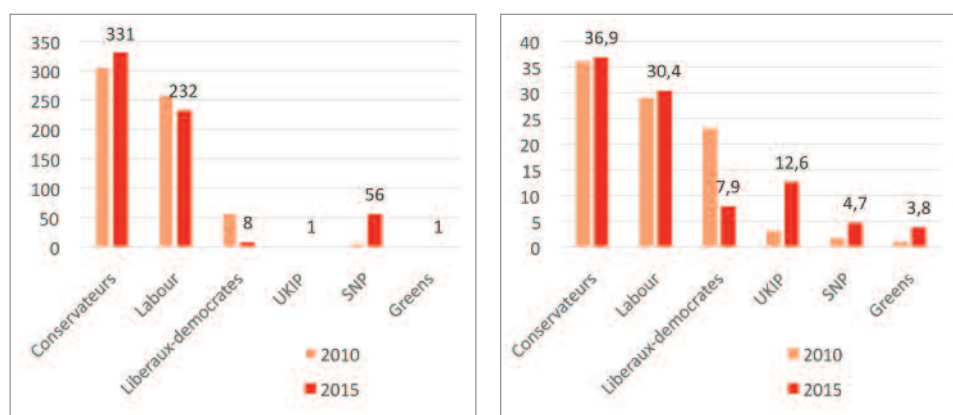
# L'ÉTRANGE DÉFAITE DU LABOUR

## AUTOPSIE D'UN ÉCHEC

élections italiennes et allemandes de 2013 et de l'élection présidentielle française de 2012. La particularité du système électoral britannique (« first-past-the-post ») explique que les scores des partis au niveau national ne sont pas toujours reflétés par le nombre de sièges. Dans chaque circonscription, le vainqueur rafle tout lors d'un tour unique. En l'absence de second tour (comme c'est le cas en France) ou de pondération des sièges au niveau national (comme c'est le cas en Allemagne), il ne sert à rien d'arriver second, sinon pour priver un éventuel prétendant de l'emporter.

Comme l'indiquent les deux graphiques ci-dessous, la victoire conservatrice est nette, en nombre de sièges comme à la proportionnelle des voix. Alors qu'ils ne disposaient que d'une majorité relative de 301 sièges en 2010, ils jouissent désormais d'une majorité absolue de cinq sièges, suffisante pour gouverner seuls.

### Résultats des élections législatives britanniques 2010 et 2015 en nombre de sièges obtenus et pourcentage des suffrages exprimés



Source : BBC : [www.bbc.co.uk/news/election/2015/results](http://www.bbc.co.uk/news/election/2015/results)

Le Labour améliore certes son score à la proportionnelle des suffrages exprimés de 1,5 point, soit davantage que les conservateurs (+0,8). Cependant, il recule nettement en nombre de sièges. L'explication de ce phénomène tient essentiellement à la progression du Labour dans des circonscriptions qui lui étaient acquises, tandis qu'il recule ailleurs. Parmi les 106 circonscriptions en balance que le parti avait décidé de cibler, 88 étaient détenues par les conservateurs. Seules 10 ont été remportées, tandis que 8 circonscriptions Labour sont tombées dans le camp adverse<sup>1</sup>.

Les libéraux-démocrates s'effondrent, perdant 49 sièges et reculant de 15 points en proportion des voix. Surprenants troisièmes en 2010 avec 23 % des voix au niveau national, le parti de Nick Clegg est balayé à tel point que se pose la question de son avenir. Tout indique qu'une grande partie de ses électeurs de 2010 s'est reportée sur les conservateurs, préférant « l'original » à « la copie » et afin de barrer la route à une coalition avec les travaillistes soutenue par les nationalistes écossais.

1. [www.newstatesman.com/politics/2015/05/labour-has-be-honest-about-hole-its](http://www.newstatesman.com/politics/2015/05/labour-has-be-honest-about-hole-its)

Le Parti national écossais (SNP) connaît le sort inverse, dans des proportions encore plus spectaculaires. Passant de 6 à 56 sièges, il manque de trois sièges le « grand chelem » en Écosse et devient la troisième force politique représentée à Westminster. Le contraste entre sa part des suffrages exprimés au niveau national (4,7 %) et en Écosse (50 %, +30 points par rapport à 2010) est saisissant.

Malgré une très forte augmentation en nombre de voix (de 3,1 à 12,6 %), le UKIP n'a pas la chance d'arriver en tête dans une région qui constituerait son bastion. Il doit donc se contenter d'un seul député. Le leader du parti Nigel Farage perd son pari de remporter la circonscription de Margate, dans le Kent. Cependant, bon deuxième dans un grand nombre de circonscriptions, le parti anti-européen sème les graines de victoires futures.

Enfin, le résultat des Verts (Greens) est décevant par rapport à l'engouement que suscite le parti, le nombre d'adhérents ayant triplé entre mars 2014 et mars 2015. Certes, le score au niveau national triple également, cependant dans de modestes proportions, passant de 1 % à 3,8 %, et sans impact sur le nombre de sièges. Il n'est pas certain que l'élan constaté ces dernières années se poursuive compte tenu de ses maigres perspectives au sein du système électoral britannique.

## Shy Tory ou Lazy Labour ?

Une autre façon de souligner le choc ressenti le 7 mai consiste à comparer les résultats aux prévisions qui les précédaient jusqu'à moins de 24 heures du scrutin. Comme le montre le tableau ci-dessous, conservateurs et Labour étaient au coude-à-coude dans les sondages le 6 mai. Le retour du Labour au gouvernement avec le soutien des libéraux-démocrates, du SNP et d'autres petits partis comme les Verts et Plaid Cymru (le parti gallois) était considéré comme un scénario probable.

### Sondages au 6 mai 2015 et résultats des élections en pourcentage des voix exprimées

	Synthèse des sondages 6 mai 2015 (BBC)	Résultats - 7 mai
Conservateurs	34	36,9
Labour	33	30,4
Libéraux-démocrates	9	7,9
UKIP	13	12,6
SNP	n.a.	4,7
Greens	5	3,8

Source : BBC poll of polls, [www.bbc.co.uk/news/politics/poll-tracker](http://www.bbc.co.uk/news/politics/poll-tracker)

Les sondeurs ont su prédire la démise des libéraux-démocrates, la percée du UKIP et le raz-de-marée des nationalistes écossais. Ils ont cependant quasi-systématiquement surévalué les travaillistes et sous-estimé les conservateurs<sup>2</sup>. Comment expliquer cet échec ?

2. [www.theguardian.com/politics/2015/may/09/election-polls-made-three-key-errors](http://www.theguardian.com/politics/2015/may/09/election-polls-made-three-key-errors)

Des raisons techniques sont invoquées : les sondages par téléphone sont biaisés du fait du recul de l'utilisation des lignes fixes ; les sondages par internet repose sur le volontariat. Par ailleurs, les électeurs se sont moins déplacés que prévu en Angleterre, contrairement à l'Écosse où les prédictions étaient plus justes. L'institut Ipsos MORI utilise le terme « lazy Labour » (« travailliste paresseux ») pour souligner l'impact des 2,9 millions d'électeurs qui étaient considérés comme favorables aux travaillistes dans les enquêtes pré-électorales, mais ne sont pas allés voter<sup>3</sup>.

Ces explications ne font pas le poids face à ce qui constitue une tendance récurrente de la vie politique britannique : l'effet « shy Tory » (« conservateur timide ») selon lequel une partie de l'électorat vote conservateur sans l'avouer. En 1992, la victoire surprise de John Major par plus de 7 points d'avance conduisit les instituts de sondages à revoir leurs méthodes et à allouer les voix d'une partie des électeurs indécis aux conservateurs. Les mesures correctrices n'ont cependant pas suffi cette année, et les sondeurs ont promis de tirer toutes les conséquences de leur échec.

Certains commentateurs attribuent l'effet « shy Tory » au climat de culpabilisation que les travaillistes auraient instauré en stigmatisant l'électorat conservateur<sup>4</sup>. En réalité, cette explication en dit davantage sur l'état d'esprit de l'électorat britannique que sur sa timidité supposée. À bien des égards, le résultat des élections marque le triomphe du conservatisme avec un « petit c ». Comme le souligne l'éditorialiste du *Times* Daniel Finkelstein, les « conservateurs timides » ne sont ni timides, ni conservateurs : ils vont voter sans ressentir le besoin de le crier sur les toits, avec le souci d'installer à la tête du pays un gouvernement compétent et pragmatique<sup>5</sup>.

## Le Labour chassé sur ses terres, réfugié à Londres

La géographie de la défaite du Labour mérite que l'on s'y attarde tant elle laisse entrevoir les difficultés qui le guettent à l'avenir.

### Déroute écossaise

Les résultats écossais (voir tableau page suivante) ont été largement commentés. Trois raisons expliquent que les Écossais se soient violemment détournés du Labour. Premièrement, les travaillistes se sont, pour beaucoup, rendus coupables d'avoir fait campagne aux côtés de David Cameron à l'occasion du référendum sur l'indépendance de l'Écosse en 2014. La bannière « Better together » qui réunissait les partisans de l'union a, pour beaucoup, rimé avec intimidation et chantage. Deuxièmement, le choix d'un programme axé sur la rigueur budgétaire et la promesse d'Ed Miliband de ne pas former de coalition avec le SNP ont sans doute poussé un certain nombre d'électeurs indécis dans le camp

3. [www.telegraph.co.uk/news/politics/labour/11599365/Lazy-Labour-lost-Ed-Miliband-the-election-says-pollster.html](http://www.telegraph.co.uk/news/politics/labour/11599365/Lazy-Labour-lost-Ed-Miliband-the-election-says-pollster.html)

4. [www.theguardian.com/commentisfree/2015/may/12/polls-shy-tories-left-conservatives](http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/may/12/polls-shy-tories-left-conservatives)

5. [www.thetimes.co.uk/tto/opinion/columnists/article4438536.ece](http://www.thetimes.co.uk/tto/opinion/columnists/article4438536.ece)

nationaliste. Troisièmement, la perte de vitesse du Labour trouve paradoxalement ses racines dans la politique de dévolution initiée par Tony Blair. Compte tenu des pouvoirs importants détenus par Edinbourg aujourd'hui, l'attrait d'un discours de solidarité nationale s'est émoussé. Déjà en embuscade il y a six ans, le SNP se voit aujourd'hui consacré comme principale force de gauche et d'opposition aux conservateurs en Écosse.

### Résultats des élections législatives en Écosse, 2010-2015

	2010		2015	
	Score (%)	Sièges	Score (%)	Sièges
Labour	42	41	24.3	1
Conservateurs	16.7	1	14.9	1
Libéraux-démocrates	18.9	11	7.5	1
SNP	19.9	6	50	56

### Le UKIP en embuscade dans le Nord de l'Angleterre

Même si ses gains sont répartis dans l'ensemble de l'Angleterre et du Pays-de-Galles (le UKIP arrivant en deuxième position dans une centaine de circonscriptions), la percée du UKIP a surtout fait du tort au Labour dans le Nord-Est de l'Angleterre. Dans une quinzaine de cas, elle a directement empêché la victoire de candidats travaillistes, parfois à quelques dizaines ou centaines de voix près<sup>6</sup>. Ce résultat était attendu, les analyses n'ayant pas manqué ces dernières années sur la menace que constituait désormais le UKIP pour le Labour. Robert Ford et Matthew Goodwin ont notamment montré comment le parti de Nigel Farage, loin de s'en tenir à une rhétorique anti-européenne attirant les éléments les plus droitiers du Parti conservateur, visait désormais l'électorat populaire, blanc, au faible niveau d'éducation, en prônant le contrôle de l'immigration et la défense des services publics<sup>7</sup>. Force est de constater que les ressorts du succès du UKIP sont très similaires à ceux du Front national en France, avec toutefois le même écart entre la part des suffrages exprimés et le nombre de sièges.

### Le Sud-Ouest de l'Angleterre abandonné aux conservateurs

Les 15 % de voix et 37 sièges perdus par les libéraux-démocrates en Angleterre ont clairement profité aux conservateurs. Ceci est notamment manifeste dans le Sud-Ouest de l'Angleterre, où les conservateurs ont ciblé les circonscriptions gagnées de peu par les libéraux-démocrates en 2010 (cf. illustration 4 ci-dessous). L'argument selon lequel voter conservateur était la meilleure garantie afin d'éviter un gouvernement Labour soutenu par le SNP semble avoir joué un rôle crucial.

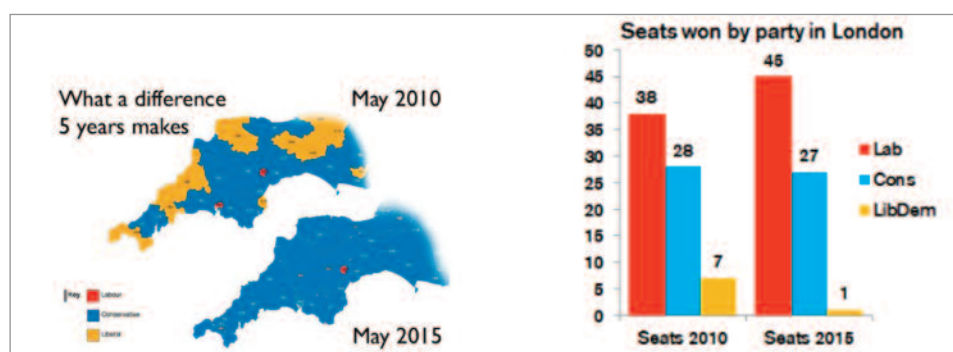
6. <http://survation.com/how-did-ukips-rise-affect-the-labconlib-dem-seats-position/>

7. Robert Ford et Matthew Goodwin, *Revolt on the Right*, Routledge, 2014.

### Le Labour réfugié à Londres ?

Seul Londres apparaît comme un havre de paix pour le Labour. Sur les 73 sièges dont la capitale dispose à la Chambre des Communes, les travaillistes en rafflent 45, contre 27 aux conservateurs et un seul aux libéraux-démocrates. Plutôt que de profiter aux conservateurs, les transfuges libéraux-démocrates se sont reportés sur le Labour. Ce résultat confirme la tendance observée lors des élections européennes de 2014, qui avait vu les travaillistes l'emporter nettement dans la capitale, à rebours du résultat national. Elle s'explique par le fait que le Labour est particulièrement en phase avec le profil et les préoccupations des Londoniens, du moins son cœur actif : jeunes, diplômés, souvent issus de l'immigration (les Britanniques blancs sont une minorité à Londres), ils aspirent à une meilleure qualité de vie tout en restant très attachés aux valeurs d'ouverture et de tolérance. À rebours du militantisme idéologique qui faisait office de repoussoir jusque dans les années 1980, le discours pragmatique du Labour sur le coût de la vie trouve dans la capitale une résonance particulière aujourd'hui<sup>8</sup>.

#### Le raz-de-marée conservateur dans le Sud-Ouest et la progression du Labour à Londres



Sources : [www.westernmorningnews.co.uk/Tory-bluewash-Lib-Dem-vote-collapses-Westcountry/story-26463960-detail/story.html](http://www.westernmorningnews.co.uk/Tory-bluewash-Lib-Dem-vote-collapses-Westcountry/story-26463960-detail/story.html) et <http://data.london.gov.uk/dataset/general-election-results-2015>

### David Cameron en position difficile ?

David Cameron a pris tout le monde de court, à commencer par lui-même. Le 8 mai dernier, il reconnaissait ne pas avoir anticipé son propre triomphe. Paradoxalement, la victoire a le parfum d'un cadeau empoisonné. Premièrement, David Cameron doit sa légitimité à l'Angleterre et devra gérer le problème écossais. Il fera face à un groupe SNP très bruyant au parlement de Westminster, ainsi qu'au chantage permanent d'un nouveau référendum sur l'indépendance. Ayant promis à l'automne dernier d'accorder davantage d'autonomie à l'Écosse tout en garantissant le « vote anglais sur les lois anglaises » à la Chambre des Communes, il doit maintenant s'exécuter. Il devra faire preuve de tact afin d'éviter que les mesures annoncées ne précipitent plutôt qu'elles n'empêchent l'implosion de l'union britannique.

8. [www.newstatesman.com/politics/2015/05/why-red-london-turning-redder-and-conservatives-should-beware](http://www.newstatesman.com/politics/2015/05/why-red-london-turning-redder-and-conservatives-should-beware)

David Cameron joue peut-être plus gros encore sur la question européenne. Certes, la promesse d'organiser un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne a privé Nigel Farage d'un argument massue et a stoppé l'hémorragie de l'électorat conservateur vers le UKIP. Ce coup tactique le place cependant face à l'histoire, portant sur lui la responsabilité d'une possible sortie par accident de l'Union européenne. L'ambiguïté entretenue sur cette question par le Premier ministre, les chances limitées de voir sa promesse de renégociation des traités européens accoucher d'un résultat probant, la rhétorique négative employée depuis plusieurs années par les conservateurs vis-à-vis de Bruxelles : tous ces éléments concourent à augmenter le risque de « Brexit ».

Respecté, mais suscitant peu d'affectation dans les rangs des parlementaires conservateurs, David Cameron sait que le moindre faux pas lui sera fatal. Le fantasque et très populaire maire de Londres Boris Johnson vient de faire son entrée au parlement et se tient en embuscade. Le Premier ministre semble pour l'heure avoir trouvé la parade en nommant Johnson au gouvernement sans lui attribuer de portefeuille.

### **Ed Miliband : erreur de casting ?**

Brouillon, trop à gauche, bizarre : Ed Miliband a été accusé de tous les maux pendant cinq ans par les médias et jusqu'à son propre camp. La conférence du Labour Party à Manchester en septembre 2014 a marqué le point d'orgue des moqueries et des critiques, après que le leader travailliste, mettant un point d'honneur à prononcer ses discours sans notes, oublia un passage important sur le sérieux budgétaire. Pourtant, ce ne serait pas lui rendre justice que de dénigrer son bilan et de rejeter la responsabilité de la défaite sur ses épaules. Les travaillistes ont cru en Ed Miliband et l'ont soutenu cinq ans durant avec sincérité. L'échec est collectif, et touche autant aux orientations de fond qu'à la forme et aux méthodes du Parti travailliste.

Ed Miliband a été élu à la tête du parti en 2010 avec la bénédiction des syndicats et contre son frère David. Quelques mois après le départ de Gordon Brown, la lutte fratricide opposait un légitimiste du New Labour (David) à une personnalité plus critique sur l'héritage des années Blair-Brown (Ed). Suite à la crise financière de 2008, l'ambiance était au révisionnisme et à une forme de radicalisme davantage qu'à la transition en douceur. Nonobstant les conditions douteuses dans lesquelles Ed Miliband fut choisi (à une très courte majorité et avec la main lourde des syndicats), force est de constater qu'il incarnait la rupture désirée par beaucoup de travaillistes. Dans son discours d'investiture, Ed Miliband dénonçait les excès du New Labour dans sa politique de dérégulation, d'immigration et de soutien au monde des affaires<sup>9</sup>. Il y appelait le Labour à retrouver le sens du peuple et à promouvoir une société décente.

Le choix d'Ed Miliband correspondait donc, et correspond sans doute encore, à ce que les adhérents des partis sociaux-démocrates européens attendent de leur leader : une

---

9. [www.bbc.co.uk/news/uk-politics-11426411](http://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-11426411)

posture morale fondée sur la justice sociale, la vision d'une économie de marché régulée, une défense vigoureuse des services publics. Ed Miliband n'était pas le dirigeant gauchiste que la presse britannique a voulu dépeindre sous le sobriquet d'« Ed le Rouge ». Son discours d'investiture mentionne la nécessité de conserver du New Labour la radicalité dans la volonté de réforme, prenant comme illustration l'instauration du salaire minimum par Tony Blair, ou encore la campagne de lutte contre la pauvreté infantile. Cependant, là où son frère assumait le virage pragmatique et libéral du Labour afin de mieux coller à l'individualisme des classes moyennes, Ed revenait en quelque sorte aux fondamentaux du langage travailliste.

### Cinq ans de milibandisme : quel bilan ?

Les cinq années du leadership d'Ed Miliband ont été marquées par des périodes de léthargie, des bonds en avant, des tentatives avortées, qui témoignent des hésitations du parti sur la stratégie à adopter pour retrouver les faveurs du public. Sans viser l'exhaustivité, on reviendra ici sur trois séquences-clés qui ont précédé l'entrée en campagne.

La première année d'Ed Miliband à la tête du Labour (2010-2011) est relativement terne. Ciblant ses interventions contre les coupes budgétaires de la coalition gouvernementale, le leader travailliste confirme les doutes émis lors de la campagne pour le leadership quant à son manque de charisme et d'épaisseur. L'opposition du Labour à la rigueur budgétaire lui assure le ferme soutien des fonctionnaires, mais elle l'expose dans le même temps aux critiques des conservateurs qui ne manquent pas de souligner l'état « calamiteux » des finances publiques après treize années du pouvoir travailliste. Le parti ne décolle pas dans les sondages.

L'autorité d'Ed Miliband augmente sensiblement à partir de fin 2011. Le leader travailliste se révèle habile et convaincant à l'occasion du scandale des écoutes de *News of the World*. Surtout, il dévoile sa vision économique, s'attaquant désormais moins aux coupes budgétaires qu'à la rente des banques et des grands groupes ainsi qu'aux hautes rémunérations. À la conférence du Labour Party de septembre 2011, il établit une distinction entre « prédateurs » et « producteurs », s'attirant les foudres du monde des affaires. Inspiré du modèle allemand et imprégné de la théorie des « variétés de capitalisme »<sup>10</sup>, Miliband développe la vision d'un capitalisme responsable, orienté vers le long terme et bénéficiant au plus grand nombre, aux antipodes du modèle anglo-saxon. Cette offensive théorique culmine lors de la conférence du Labour Party à Manchester en septembre 2012, où il défend la solidarité devant unir riches et pauvres, Écosse et Angleterre, les Britanniques de toutes origines dans le cadre d'une « One Nation Britain ». Le slogan fait mouche pendant quelques mois, mais il est abandonné faute de déclinaison concrète en propositions.

À partir de 2013, lorsqu'il devient clair que les coupes budgétaires n'affectent en rien la reprise économique, le Labour opère un virage pragmatique et se concentre sur la crise

---

10. P. A. Hall, D. Soskice (eds.), *Varieties of Capitalism. The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Oxford University Press, 2001.



du niveau de vie (« Cost-of-living crisis »). Miliband semble enfin trouver un angle d'attaque en résonance avec un large pan de l'électorat, au-delà des cercles acquis au Labour. Depuis 2010, le niveau de salaire réel des Britanniques est en baisse. Les travaillistes s'adressent aux classes moyennes menacées de déclassement (« squeezed middle ») et élaborent une série de propositions pour soutenir le salaire minimum, contrôler les loyers et les tarifs de l'énergie, augmenter les aides à la garde d'enfant, ou encore défendre le National Health Service. Caricaturées par le patronat et les conservateurs, ces propositions suscitent un grand enthousiasme à gauche et au-delà. Dans les enquêtes d'opinion, le Labour est plébiscité pour son combat pour le niveau de vie et la justice sociale.

Ce programme de régulation économique et de soutien aux ménages modestes reste le cœur du discours du Labour à l'approche de la campagne électorale. Il est accompagné d'une certaine forme de détachement vis-à-vis de la politique étrangère. Peu à l'aise sur la question européenne, Miliband se contente de s'opposer à l'initiative de David Cameron pour un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne, en dénonçant cette initiative comme une dangereuse distraction. Ce faisant, il en oublie de défendre sa propre vision de l'Europe et reste très en-deçà de l'europhilie d'un Tony Blair. Par ailleurs, s'il soutient l'intervention ciblée de la France et du Royaume-Uni en Libye en 2011, il s'oppose catégoriquement à une attaque contre les troupes de Bachar-al-Assad en Syrie en 2013, faisant resurgir le spectre d'un Labour isolationniste et « munichois ».

C'est donc à partir d'une vision morale de l'économie et avec le souci de « coller » aux préoccupations des classes moyennes inférieures qu'Ed Miliband part en campagne. L'absence de grand dessein, d'optimisme ou encore de message de confiance envers les individus est frappante.

### **L'échec d'une stratégie électorale : fond ou forme ?**

Tout semblait possible à l'approche de la campagne. On prédisait qu'Ed Miliband ferait taire ses critiques et surprendrait positivement un électorat aux attentes très minces. Ce fut le cas. Pendant quelques semaines, début avril, on vit la cote de popularité de Miliband grimper en flèche, comme si le pays redécouvrait une personnalité qu'il avait injustement méprisée ou ignorée pendant plusieurs années. Cela ne tenait pas seulement aux bonnes performances médiatiques de Miliband. La campagne de dénigrement des conservateurs à son encontre tournait en leur défaveur, à tel point que *The Economist* crut bon les mettre en garde contre un excès d'arrogance<sup>11</sup>. Surtout, on disait le Labour bien organisé et très présent sur le terrain.

Comment dès lors expliquer que cette dynamique ne se soit pas retrouvée dans les résultats du 7 mai ? Parmi toutes les explications avancées (notamment dans le contexte géographique présenté plus haut), deux méritent que l'on s'y attarde particulièrement.

---

11. [www.economist.com/news/britain/21648689-conservatives-have-spent-too-much-time-mocking-ed-miliband-it-may-hurt-them-limits](http://www.economist.com/news/britain/21648689-conservatives-have-spent-too-much-time-mocking-ed-miliband-it-may-hurt-them-limits)

### Un programme patchwork

Premièrement, le programme du Labour, en tentant de plaire à tout le monde, n'a pas convaincu. D'un côté, le « manifeste » publié début avril visait explicitement les classes moyennes et populaires. Parmi les propositions les plus fortes, on peut citer :

- augmentation du salaire minimum de 6,70 à 8 livres d'ici 2019 ;
- service public de garde d'enfant de 8 à 18 heures ;
- gel de tarifs ferroviaires et de l'énergie pendant un à deux ans ;
- retour de 45 à 50 % du taux marginal supérieur d'imposition sur le revenu ;
- interdiction des contrats de travail ultra-flexibles, dit « zéro-heure » ;
- recrutement de 8 000 docteurs, 20 000 personnels infirmiers et 3 000 sages-femmes dans le National Health Service ;
- construction de 200 000 nouveaux logements.

Ces mesures, caractérisées par un fort interventionnisme et un recours à la dépense publique, étaient contrebalancées par un engagement clair en faveur de la rigueur budgétaire (le « Budget Responsibility Lock » garantissant la réduction du déficit tous les ans) ainsi que par des mesures de soutien à l'économie (entre autres, conserver le taux d'imposition sur les sociétés le plus bas du G7, diminuer le taux d'imposition des PME sur le foncier). Ces propositions étaient destinées à rassurer ceux qui craignaient un retour au Labour dépensier et irresponsable très présent dans l'inconscient collectif britannique.

Or ce message n'a pas été entendu. Malgré un recentrage du discours d'Ed Miliband dans les mois qui précédèrent la campagne, le public britannique a continué de percevoir le Parti travailliste comme « anti-business » et moins compétent que les conservateurs sur le budget<sup>12</sup>. Le génie de David Cameron et de ses conseillers fut peut-être de convaincre qu'ils garantissaient la « sécurité économique » au peuple britannique, face à un parti travailliste promettant paradoxalement plus de protection. Cette réalité fut rappelée de manière cinglante quand le leader travailliste fut accueilli par de dures attaques du public lors d'une émission spéciale de « Question Time » (émission politique phare de la BBC) consacrée aux leaders des trois grands partis, le 30 avril dernier. Pour beaucoup, ce moment a marqué la fin des espoirs du Labour de l'emporter le 7 mai.

### Une campagne de terrain peu efficace

Une deuxième explication possible à la défaite du Labour réside dans le mauvais ciblage de la campagne de terrain et la foi excessive dans les outils numériques. Malgré une mobilisation nettement supérieure à celle des Tories, le porte-à-porte n'a permis ni de mobiliser ni d'élargir la base électorale du parti. Paradoxalement, nombreux étaient les commentateurs à souligner, en avril, l'avance prise par les travaillistes dans l'utilisation des nouvelles technologies, notamment le logiciel Contact Creator<sup>13</sup>.

12. <https://yougov.co.uk/news/2015/02/09/why-voters-dont-labours-stance-business/>

13. Voir par exemple [www.economist.com/news/britain/21648897-labour-party-out-campaigning-conservatives-ground-march](http://www.economist.com/news/britain/21648897-labour-party-out-campaigning-conservatives-ground-march) et <http://europe.newsweek.com/voter-targeting-technology-could-cost-uk-conservatives-election-327587>

Or, si le Labour a eu la palme de la mobilisation et de l'organisation, les conservateurs semblent avoir su toucher les électeurs-cibles avec des messages parfaitement calibrés. Sous l'impulsion du stratège australien Lynton Crosby, des *focus groups* ont été organisés dans les circonscription-cibles ; des courriers personnalisés ont été envoyés<sup>14</sup>. Enfin, David Cameron a réduit son discours à deux messages essentiels : les conservateurs ont un plan économique de long terme solide ; le Labour risque de gouverner avec le soutien du SNP.

### Trois candidats pour un fauteuil

Le discours de démission de Miliband à peine prononcé, les candidats au poste de leader du Labour Party ont fait leur entrée en scène. Sous la houlette du leader de transition Harriet Harman devrait se dérouler une élection interne au mois de septembre prochain. Cette précipitation suscite de nombreuses réserves, les commentateurs observant que le parti a surtout besoin d'une pause pour comprendre les raisons de la défaite. Ce n'est cependant pas le chemin que prend le parti pour l'instant.

Le règlement interne du Labour impose que les candidats au leadership soient issus de la faction travailliste de la Chambre des Communes, et qu'ils y disposent du soutien d'au moins 35 parlementaires. Cette clause a déjà conduit Tristram Hunt, ministre du *shadow cabinet* en charge de l'éducation ces dernières années, à retirer sa candidature. Un autre prétendant longtemps estimé favori pour succéder à Ed Miliband, Chuka Umunna, a également très vite jeté l'éponge pour des raisons personnelles. Il reste aujourd'hui trois prétendants sérieux au poste de leader.

Andy Burnham est annoncé comme favori. Membre du parlement depuis 2001, originaire de Liverpool, il défend une ligne sociale dans la continuité de Miliband, dont il a été ministre du *shadow cabinet* en charge de la santé. Sans le critiquer ouvertement, il marque sa différence avec le leader sortant en jouant plus ouvertement sur les inquiétudes des classes populaires : immigration, Europe, santé. Il dit avoir comme priorité le rétablissement d'un lien émotionnel entre le Parti travailliste et les gens ordinaires. Difficile cependant de considérer Burnham comme le candidat du peuple : il a fait ses classes à Cambridge et a fait toute sa carrière dans la politique.

Yvette Cooper incarne elle aussi la continuité. Députée depuis 1997, elle a joué un rôle important sur les questions économiques et budgétaires auprès de Gordon Brown entre 2007 et 2010 avant de s'occuper des affaires intérieures dans l'équipe de Miliband. Sa notoriété semble toutefois limitée au-delà du parti, et sa vision reste à préciser. Le fait qu'elle soit mariée à l'ex-ministre du *shadow cabinet* en charge des finances, Ed Balls, dont la défaite à quelques centaines de voix près est l'un des chocs du 7 mai, pourrait jouer en sa défaveur.

Enfin, Liz Kendall est passée très rapidement du statut d'outsider à celui de sérieuse prétendante, notamment du fait du retrait de Chuka Umunna et Tristram Hunt. Éluë en 2010, elle s'est imposée comme l'une des personnalités les plus intéressantes du *shadow*

---

14. [www.telegraph.co.uk/news/politics/11609570/Secrets-of-the-Tories-election-war-room.html](http://www.telegraph.co.uk/news/politics/11609570/Secrets-of-the-Tories-election-war-room.html)

*cabinet*, où elle était en charge des politiques de vieillesse. Quelques mois avant l'élection, elle publiait un pamphlet intitulé « Let it go », dans lequel elle défendait la vision d'un service public décentralisé et organisé sur un collaboratif avec les usagers<sup>15</sup>. Kendall cherche à convaincre qu'une rupture plus radicale avec le passé est nécessaire et cultive une vraie différence de style. Elle souffre cependant d'être cataloguée « blairiste » et ses critiques contre le dirigisme économique de Miliband risquent de mal passer dans le parti.

De nombreux rebondissements, et de nouvelles candidatures, sont possibles d'ici septembre, si bien qu'il est impossible de prédire l'issue du processus. Malgré la réforme « Collins » adoptée en 2014, qui entérine le principe d'un vote par adhérent et par sympathisant, l'ombre des syndicats reste très présente dans cette élection interne. Ils ne disposeront plus du tiers des voix comme c'était encore le cas en 2010, mais ils conservent un pouvoir d'influence certain sur ceux qui, parmi leurs membres, souhaitent prendre part au scrutin en tant que « sympathisants affiliés ». Andy Burnham est d'ores et déjà annoncé comme le candidat des syndicats, à tel point qu'il est contraint de s'en défendre. Le bien-fondé des liens privilégiés entre les syndicats et le Parti travailliste est de nouveau questionné.

## Les deux dilemmes stratégiques du Labour

Au-delà de la bataille de leadership qui s'engage, c'est la stratégie idéologique et électorale du Parti travailliste pour les années à venir qui est en suspens. Les dilemmes du Labour ne diffèrent pas beaucoup ceux de l'ensemble des partis sociaux-démocrates européens. Cependant, aux traditionnelles questions de la ligne économique, sociale, et culturelle se superpose une deuxième dimension, géographique.

### Protection ou aspiration ?

Les deux semaines qui ont passé depuis l'élection ont vu se confronter deux grandes sensibilités qui, si elles ne sont pas imperméables et assimilables à des groupes bien déterminés, se trouvent dans la continuité des débats qui agitent la social-démocratie européenne depuis une vingtaine d'années.

À gauche, les tenants du retour à l'orthodoxie, arc-boutés sur la défense des services publics et d'une forte redistribution, volontiers critiques vis-à-vis de l'intégration européenne et de l'immigration compte tenu de leur effet destructeur sur les emplois et les communautés locales. Selon eux, les inquiétudes du peuple, ne trouvant plus de réponse satisfaisante dans la gauche de gouvernement, s'expriment dans le vote populiste. Le Labour ne parvient plus à convaincre qu'il peut protéger efficacement et construire une société plus juste. Tony Blair est le principal artisan de cette désaffection, et son empreinte est encore trop présente au sein du parti. Il faut en somme suivre avec plus de vigueur la direction qu'Ed Miliband suggérait sans complètement l'assumer.

---

15. [www.progressionline.org.uk/content/uploads/2015/01/PROJ2931\\_PRO\\_Mag\\_Jan\\_27.1.15\\_pamphletWEB\\_spreads.pdf](http://www.progressionline.org.uk/content/uploads/2015/01/PROJ2931_PRO_Mag_Jan_27.1.15_pamphletWEB_spreads.pdf)

À droite, ceux qui revendiquent l'héritage blairiste – question irakienne mise à part – en appellent au contraire au retour à une stratégie plus large, en écho aux aspirations réelles des individus. Partant du principe que les concepts abstraits de solidarité et de justice sociale ne font plus recette, surtout s'ils sont mis œuvre par l'État ou des institutions publiques, les tenants de cette ligne souhaitent que le Labour soit avant tout le parti de l'égalité des chances et de la mobilité. Il faut aider les individus à progresser et avancer, notamment ceux qui sont en bas de l'échelle ou qui sont handicapés par leur origine, leur situation familiale, leur niveau d'éducation. Cette sensibilité combine des valeurs cosmopolites et une vision économique plus schumpétérienne que keynésienne.

Bien sûr, nombre de commentateurs soulignent la nécessité de dépasser ces clivages et d'inventer quelque chose de nouveau. Dans un court article écrit le 10 mai, l'essayiste Anthony Painter invitait les travaillistes à offrir des réponses plus tranchées aux réalités d'un monde changeant, marqué par la compétition économique mondiale, les nouveaux outils numériques, le réajustement identitaire. Painter conseille autant la clarté sur les principes qui doivent guider la gauche que la nécessité d'apporter des réponses innovantes<sup>16</sup>. De même, la journaliste du *Guardian* Zoe Williams souligne que les explications de la défaite d'Ed Miliband (trop ou pas assez à gauche, mauvais sur l'économie, campagne mal ciblée...) ne peuvent occulter le défi plus large auquel le Labour est confronté, à savoir retrouver une voix, une âme dans laquelle une majorité de Britanniques puissent se retrouver<sup>17</sup>.

### Angleterre ou Écosse ?

L'équation serait presque simple si elle ne contenait pas une inconnue géographique majeure : à quoi ressemblera le Royaume-Uni demain ? Le Labour peut-il espérer reconquérir l'Écosse ? Si non, dans quelles conditions peut-il espérer revenir au pouvoir un jour ? Les commentateurs sont nombreux à souligner le danger de mort qui guette le Parti travailliste compte tenu du système électoral britannique. Ainsi le politiste et sondeur John Curtice souligne que le Labour ne peut espérer un rapide retour en grâce en Écosse, et qu'il aura besoin d'une avance de 12,5 % en Angleterre face aux conservateurs afin de retrouver une majorité en nombre de sièges en 2020<sup>18</sup>.

En apparence, le Labour fait face à une mission impossible, à savoir formuler une offre politique réunissant des Écossais à la mentalité scandinave, les classes moyennes anglaises pragmatiques et pro-business, les classes populaires du Yorkshire en demande de protection et la jeunesse libertarienne de Londres. Une « opération séduction » en Écosse pourrait aller de pair avec un discours plus à gauche à même de séduire l'électorat traditionnel du Labour. Or il n'est pas certain que cette stratégie soit gagnante à long terme. Comme le démontre Jeremy Cliffe, éditorialiste à *The Economist*, dans une étude publiée par Policy

---

16. <http://labourlist.org/2015/05/social-justice-in-changing-times/>

17. [www.theguardian.com/commentisfree/2015/may/11/labour-missing-soul-burnham-umunna-cooper-disconnected-values](http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/may/11/labour-missing-soul-burnham-umunna-cooper-disconnected-values)

18. [www.theguardian.com/politics/2015/may/21/pollster-john-curtice-warns-labour-majority-2020-election-improbable-politics](http://www.theguardian.com/politics/2015/may/21/pollster-john-curtice-warns-labour-majority-2020-election-improbable-politics)

# L'ÉTRANGE DÉFAITE DU LABOUR

## AUTOPSIE D'UN ÉCHEC

Network, le Royaume-Uni est en cours de « londonisation »<sup>19</sup>. Il ne sert à rien pour le Labour de vouloir courir après le UKIP dans le Nord de l'Angleterre, dont l'électorat accuse un lent déclin démographique. La diversité ethnique et les valeurs progressistes se diffusent progressivement au-delà des grandes villes. Selon Cliffe, les travaillistes peuvent sans danger recentrer leur offre économique, tout en proposant des outils permettant aux régions et aux individus défavorisés de recoller au peloton.

\*\*\*

Le Labour a subi une défaite inattendue et quelque peu cruelle. Loin d'être le simple échec d'un homme, le revers du 7 mai touche à plusieurs défaillances qui, mises bout à bout, composent le tableau d'un parti en mal d'inspiration et hésitant face aux nouveaux insurgés de gauche comme de la droite populiste qui se sont installés dans le paysage politique britannique. Les conservateurs n'ont pas eu à se démener pour l'emporter, les électeurs ayant préféré le *statu quo* et la clarté du message de David Cameron aux injonctions contradictoires d'Ed Miliband. Ce résultat n'a rien d'un accident, et souligne la difficulté des partis sociaux-démocrates européens à se réinventer alors que leur mission historique est épuisée et que le virage centriste et pragmatique initié par Tony Blair n'est toujours pas digéré.

La bataille qui s'engage pour le poste de leader offre certes l'occasion d'un échange franc et ouvert sur l'avenir du parti, voire d'un sursaut si le choix des travaillistes est audacieux. Cependant, la profusion de diagnostics contradictoires sur les causes de la défaite n'est pas de bon augure. Le risque est réel de voir les adhérents et sympathisants choisir trop vite un leader à leur image. Une période de transition assortie d'une primaire ouverte d'ici 2017 ou 2018 donnerait sans doute de meilleurs résultats et offrirait au parti une planche de salut. On n'en prend pas le chemin.

---

19. [www.policy-network.net/publications/4905/Britains-Cosmopolitan-Future](http://www.policy-network.net/publications/4905/Britains-Cosmopolitan-Future)